



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1995/488  
15 juin 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES À CHYPRE**

(Pour la période allant du 13 décembre 1994 au 15 juin 1995)

#### **I. INTRODUCTION**

1. Le présent rapport sur l'Opération des Nations Unies à Chypre rend compte de l'évolution de la situation entre le 13 décembre 1994 et le 15 juin 1995, en ce qui concerne l'action menée par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et ma mission de bons offices, conformément au mandat que le Conseil de sécurité a défini dans sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964 et à ses résolutions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 969 (1994) du 21 décembre 1994. Considérant que les activités de l'Organisation doivent être envisagées dans une optique globale et que les contributions de tous les départements et organismes des Nations Unies peuvent apporter une contribution importante et utile aux efforts de maintien et d'établissement de la paix, j'ai inclus dans la section IV du présent rapport des informations sur les activités du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

## II. QUESTIONS D'ORGANISATION

2. Au 1er juin 1995, la composition de la Force était la suivante :

| <u>Personnel militaire</u>                          |                                  |     |       |
|---|----------------------------------|-----|-------|
| Argentine   | Quartier général de la Force     | 6   |       |
|   | Bataillon d'infanterie           | 364 |       |
|   | Police militaire                 | 6   |       |
|   | Unité aérienne (hélicoptères)    | 16  |       |
|   |                                  |     | 392   |
| Autriche  | Quartier général de la Force     | 9   |       |
|   | Bataillon d'infanterie           | 332 |       |
|   | Police militaire                 | 12  |       |
|   |                                  |     | 353   |
| Canada  | Quartier général de la Force     | 2   |       |
|   |                                  |     | 2     |
| Finlande  | Quartier général de la Force     | 2   |       |
|   |                                  |     | 2     |
| Irlande   | Quartier général de la Force     | 6   |       |
|   | Unité de commandement logistique | 17  |       |
|   | Police militaire                 | 2   |       |
|   |                                  |     | 25    |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Quartier général de la Force     | 9   |       |
|   | Bataillon d'infanterie           | 351 |       |
|   | Police militaire                 | 4   |       |
|   |                                  |     | 364   |
| Total, personnel militaire                          |                                  |     | 1 138 |
| <u>Police civile</u>                                |                                  |     |       |
| Australie   |                                  | 20  |       |
| Irlande   |                                  | 15  |       |
|   |                                  |     | 35    |
| Total, police civile                                |                                  |     | 35    |
| Effectif total de la Force                          |                                  |     | 1 173 |

La Force comptait en outre 366 agents civils, dont 42 internationaux et 318 locaux. Le déploiement de la Force est indiqué sur la carte jointe au présent rapport.

3. M. Joe Clark a continué d'être mon Représentant spécial pour Chypre; et M. Gustave Feissel mon Représentant spécial adjoint, résidant à Chypre, et chef de mission lorsque M. Clark ne se trouvait pas sur l'île. La Force reste sous le commandement du général de brigade Ahti T. P. Vartiainen (Finlande).

/...

### Aspects financiers

4. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force pour une nouvelle période de six mois, c'est-à-dire du 1er juillet au 31 décembre 1995, comme il est recommandé plus loin au paragraphe 52, le coût total du maintien de la Force pour cette période est estimé à 21,7 millions de dollars, ce qui représente la moitié du montant approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/230 du 23 décembre 1994.

5. On se rappellera que, depuis le 16 juin 1993, la Force est financée au moyen de contributions volontaires d'un montant annuel de 6,5 millions de dollars provenant du Gouvernement grec, le Gouvernement chypriote prenant à sa charge un tiers des dépenses. Ainsi, le montant à mettre en recouvrement auprès des États Membres pour la période de six mois allant du 1er juillet au 31 décembre 1995 serait d'environ 11,2 millions de dollars.

6. Au 31 mai 1995, les contributions non acquittées au compte spécial de la Force se montaient à 9,6 millions de dollars, les contributions non acquittées pour toutes les opérations de maintien de la paix totalisant 1,9 milliard de dollars.

### III. ACTIVITÉS DE LA FORCE

7. Le mandat de la Force a été défini comme suit par le Conseil de sécurité dans sa résolution 186 (1964) :

"Dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, ... faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, ... contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public, ainsi qu'au retour à une situation normale."

Le Conseil a réaffirmé ce mandat à plusieurs reprises, et dernièrement dans sa résolution 969 (1994). À l'occasion des événements qui se sont produits depuis le 15 juillet 1974, le Conseil a adopté plusieurs résolutions, dont certaines ont confié à la Force des attributions nouvelles ou ont modifié certaines de ses fonctions, en ce qui concerne notamment le maintien du cessez-le-feu<sup>1</sup>.

#### A. Relations avec les parties

8. Pour s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées, la Force a maintenu une liaison et une coopération étroites avec les autorités militaires et civiles des deux parties. Toutefois, des difficultés ont continué d'être rencontrées en ce qui concerne la liaison avec les forces turques, qui ont refusé de traiter avec la Force sur plusieurs questions, préférant la renvoyer aux autorités chypriotes turques. Cette position a affecté en particulier le maintien du statu quo dans la zone clôturée de Varosha et l'application de certaines dispositions de la résolution 969 (1994) du Conseil de sécurité concernant l'élargissement de l'accord d'évacuation et l'interdiction du port de munitions réelles et de certaines armes le long des lignes de cessez-le-feu, ainsi que l'interdiction de tirs d'armes à portée de vue ou d'ouïe de la zone tampon (voir plus loin, par. 18 à 20). Pour sa part, l'Organisation des Nations Unies

/...

maintient que, pour ce qui est de la partie turque-turque chypriote, les forces turques sont la partie au cessez-le-feu instauré en 1994 et ne peuvent se soustraire à leur responsabilité à ce titre.

9. En ce qui concerne la liberté de mouvement des membres de la Force dans le nord de l'île, les directives établies en 1983<sup>2</sup> et ultérieurement affinées dans la pratique ont continué d'être appliquées, encore que la Force se voit souvent heurtée à des difficultés. Les initiatives pour faciliter la liberté de mouvement de la Force dans le nord de l'île n'ont toujours pas abouti malgré les assurances qui lui avaient été données précédemment, selon lesquelles une solution interviendrait prochainement.

#### B. Maintien du cessez-le-feu et du statu quo militaire

10. Comme le savent les membres du Conseil de sécurité, les lignes du cessez-le-feu s'étendent sur quelque 180 kilomètres et traversent l'île à peu près d'est en ouest. La zone comprise entre ces lignes, dénommée zone tampon des Nations Unies, a une largeur variant de 20 mètres à 7 kilomètres et occupe 3 % environ de la superficie de l'île (voir la carte jointe). La zone tampon des Nations Unies contient certaines des terres les plus fertiles de l'île, ainsi que plusieurs villages. Mis à part le village mixte de Pyla, la zone tampon est habitée presque entièrement par des Chypriotes grecs.

11. La Force continue à surveiller constamment la zone tampon à partir de 22 postes d'observation permanents; elle assure une surveillance diurne à partir de deux postes supplémentaires et des opérations de surveillance périodiques quotidiennes à partir de 19 bases de patrouilles. Elle assure également des opérations périodiques, moins fréquentes, de surveillance du reste de la zone tampon à partir de 118 postes d'observation supplémentaires, organise des patrouilles motorisées, pédestres et aériennes, et surveille en outre le prolongement maritime des lignes du cessez-le-feu.

12. D'une manière générale, les deux parties ont respecté le cessez-le-feu et le statu quo militaire au cours de la période considérée. La Force est intervenue lors de nombreux incidents mineurs pour rectifier des violations et empêcher toute escalade. Des tirs d'armes ont été signalés à maintes reprises. Il s'agissait, dans de nombreux cas, de tirs non autorisés effectués par des membres de la Garde nationale. En outre, en deux occasions liées à une cérémonie religieuse à l'intérieur de la zone tampon dans la région d'Athienou, les 6 et 7 juin 1995, la Garde nationale a violé l'intégrité de la zone tampon en déployant temporairement une importante garde d'honneur armée.

13. Depuis la présentation de mon dernier rapport (S/1994/1407, par. 13), la Garde nationale a poursuivi un vaste programme visant à renforcer ses positions militaires, ou à en ajouter de nouvelles, le long de sa ligne de cessez-le-feu ou derrière celle-ci, face à tous les secteurs de la zone tampon. Certaines excavations empiétaient sur la zone tampon, et elles ont été comblées après des protestations de la Force. Entre-temps, les forces turques ont poursuivi l'entretien et quelques travaux d'aménagement mineurs de positions militaires situées le long de leur ligne de cessez-le-feu ou derrière celle-ci.

14. Le nombre de violations aériennes de la zone du statu quo a augmenté par rapport à la période couverte par le mandat précédent. L'activité aérienne a été plus intense près de la zone tampon et il est arrivé de ce fait qu'à la suite d'erreurs commises par des pilotes, des violations de la zone tampon se seraient produites. En mai, des avions de chasse turcs sont entrés dans l'espace aérien chypriote au nord de l'île, à l'occasion de manoeuvres militaires. Les autorités de la République de Chypre ont élevé des protestations contre cette incursion.

15. Un petit nombre de manifestations ont eu lieu dans des endroits situés près de la zone tampon. Quelques manifestants chypriotes grecs ont pénétré dans la zone tampon au cours de certaines de ces manifestations, mais la Force a pu tenir la situation en main et il n'y a pas eu de violence.

16. En dépit des protestations continues de la Force, des bateaux de plaisance et des bateaux de pêche chypriotes grecs ont continué à traverser le prolongement maritime des lignes de cessez-le-feu des forces turques. Pour cela, ils doivent traverser le prolongement maritime de la ligne de cessez-le-feu de la Garde nationale et la ligne de sécurité maritime que la Force a créée à titre de mesure pratique pour assurer la sécurité dans les environs de Kokkina et de Famagousté<sup>3</sup>. En deux occasions, les personnes qui se trouvaient à bord d'un bateau de pêche chypriote grec ont été appréhendées par un bateau de patrouille chypriote turc au nord du prolongement maritime de la ligne de cessez-le-feu des forces turques. À la suite de protestations de la Force, les membres de l'équipage et les bateaux en question ont été autorisés à regagner le sud. La Force a clairement fait savoir aux autorités appropriées que ces pratiques en mer suscitent des tensions et peuvent être dangereuses pour les intéressés. On se souviendra que la Force n'a pas les moyens d'opérer en mer.

17. À partir de la fin de 1994, la presse chypriote turque a commencé à publier des articles selon lesquels les autorités chypriotes turques avaient l'intention de remettre à neuf l'église de Ayios Ioannis, qui se trouve à l'intérieur de la zone fermée de Varosha, et d'ouvrir le bâtiment au public en tant que musée d'icônes. Abordant la question avec des représentants, civils et militaires, du Gouvernement de la République de Turquie, l'ONU leur a clairement fait savoir qu'une telle action constituerait une violation du statu quo en ce qui concerne la zone fermée de Varosha. Comme je l'ai souvent indiqué dans mes rapports au Conseil de sécurité, l'ONU tient le Gouvernement turc responsable du maintien du statu quo<sup>4</sup>. Malgré cela, le 2 mai 1995, les autorités chypriotes turques ont tenu une cérémonie publique pour ouvrir l'église en tant que musée d'icônes. Depuis lors, l'accès à la zone fermée a été modifié pour permettre aux membres du public de visiter l'église. La Force a élevé de vives protestations auprès des forces turques à Chypre à la suite de cette violation du statu quo en ce qui concerne la zone fermée de Varosha.

#### C. Application des paragraphes 4 à 6 de la résolution 969 (1994)

18. Au paragraphe 4 de sa résolution 969 (1994), le Conseil de sécurité a prié instamment toutes les parties intéressées de s'engager à réduire sensiblement l'effectif des troupes étrangères sur le territoire de la République de Chypre afin d'aider au rétablissement de la confiance entre les parties et d'ouvrir la

/...

voie au retrait des troupes non chypriotes comme le prévoit l'ensemble d'idées (S/24472, annexe I). Une fois de plus, malgré les efforts continus menés par la Force, j'ai le regret de rapporter que la mise en application de ces dispositions n'a pas avancé; de fait, on constate une détérioration de la situation à cet égard. Les deux parties ont apporté les améliorations ci-après à leurs capacités militaires :

a) Le nord de l'île, où se trouve une garnison d'environ 30 000 soldats turcs et 4 500 soldats chypriotes turcs, reste l'une des zones les plus fortement militarisée du monde si l'on considère le rapport entre les effectifs militaires et la population civile. Au cours de la période considérée, les forces turques ont mené à bien leur programme visant à remplacer leurs quelque 250 à 300 chars dans la région par des M48 A5 et ont mis en place de nouveaux systèmes d'artillerie, notamment des canons antiaériens jumelés bitube tractés et un bataillon d'obusiers de 155 mm autopropulsés. Ces changements ont pour effet de renforcer sensiblement les capacités militaires des forces turques à Chypre;

b) La Garde nationale, qui est de loin la moins importante des deux forces qui se font face de part et d'autre de la zone tampon, a poursuivi son programme général de renforcement. Elle a notamment acquis des missiles Exocet et compte acheter un grand nombre de chars, des véhicules armés de transport de troupes et un système de défense aérienne. En outre, dans le contexte du "Dogme de défense" convenu entre le Gouvernement grec et la République de Chypre, la Garde nationale a recruté des volontaires, notamment en Grèce, l'objectif étant de recruter 5 000 personnes de plus au cours des cinq prochaines années, dont 500 au cours des 12 premiers mois.

19. Au paragraphe 5 de sa résolution 969 (1994), le Conseil de sécurité a de nouveau demandé aux autorités militaires des deux parties d'entamer sans plus attendre des pourparlers avec la Force en vue de s'engager mutuellement à interdire le long des lignes de cessez-le-feu les munitions réelles ou les armes autres que les armes de poing. Cet objectif n'a pas été atteint. De surcroît, aucun progrès n'a été fait suite à l'appel lancé par le Conseil aux deux parties en vue d'interdire les tirs d'armes à portée de vue ou d'ouïe de la zone tampon.

20. Au paragraphe 6 de sa résolution 969 (1994), le Conseil de sécurité a demandé aux autorités militaires des deux parties de coopérer avec la Force pour étendre l'accord d'évacuation de 1989 à tous les secteurs de la zone tampon où les deux parties sont très proches l'une de l'autre. Bien que les deux parties aient continué ostensiblement à se déclarer en faveur d'une telle mesure, en termes généraux, et malgré les contacts permanents maintenus par la Force avec les militaires de chaque côté, aucun progrès concret n'a été observé à cet égard au cours de la période couverte par le mandat.

#### D. Retour à la vie normale et fonctions humanitaires

21. Ouvrant avec le concours des autorités et des organisations des deux parties, la Force a continué de s'employer à favoriser le retour à la vie normale, et a encouragé les relations bicommunautaires en vue d'accroître la communication et la coopération dans l'intérêt de chacune des deux communautés. Les services du HCR à Chypre se sont attachés à stimuler la coopération

/...

bicommunautaire dans divers domaines. De son côté, le PNUD, agissant en coopération avec les institutions spécialisées, a pris part à la préparation de projets bicommunautaires, y compris des travaux entrepris dans le cadre du plan directeur de Nicosie (voir également sect. IV ci-après).

22. La Force a fait le nécessaire pour que davantage d'espace puisse servir à des activités bicommunautaires au Ledra Palace Hotel et a fait connaître de part et d'autre de la zone tampon la procédure simplifiée à suivre pour réserver des locaux. Une salle de réunion où peuvent se retrouver les journalistes de chacune des deux parties a été mise à la disposition de la presse. La Force a également facilité la poursuite des travaux que le groupe directeur bicommunautaire mène au Ledra Palace Hotel, de même que la réalisation de bon nombre d'autres entreprises bicommunautaires. Elle encourage les groupes et les individus intéressés de part et d'autre de la zone tampon à envisager de se rencontrer. En dépit d'une déclaration publique faite par M. Denktash le 20 janvier 1995, et suivant laquelle "les relations bicommunautaires seront facilitées et encouragées", les autorités chypriotes turques ont malheureusement continué d'entraver ces relations, auxquelles elles ont souvent fait obstacle.

23. Le brouillage des communications radio à l'arrivée et au départ des vols en provenance ou à destination de l'aéroport de Tymbou (Erçan) s'est poursuivi au cours de la période correspondant au mandat actuel. Le Gouvernement a assuré la Force qu'il veillerait à ce que cesse cette pratique dangereuse et illégale.

24. En mars 1995, il a été remédié dans une large mesure, grâce à la mise en service d'une nouvelle centrale, à la pénurie d'électricité qui avait entraîné de nombreuses coupures de courant dans la partie nord de l'île pendant une période de six mois.

25. Au cours de la période à l'examen, le Gouvernement chypriote s'est plaint qu'un grand nombre d'églises se trouvant dans la partie nord de l'île avaient été endommagées, vandalisées ou transformées en mosquées, et que plusieurs cimetières avaient été profanés, une partie du patrimoine culturel chypriote grec ayant ainsi été détruite. La Force s'est à nouveau entretenue des doléances formulées à ce sujet avec les autorités chypriotes turques.

26. Les Chypriotes grecs et les Maronites résidant dans la partie nord de l'île sont maintenant au nombre de 520 et de 234, respectivement. La Force a continué de leur venir en aide en assurant l'acheminement de vivres et autres provisions envoyés par le Gouvernement chypriote, et a aidé à organiser des visites et rencontres entre les membres de familles divisées entre les deux parties de l'île, ainsi qu'à vérifier que ceux des habitants de la partie nord de l'île qui se réinstallaient dans le sud le faisaient bien volontairement, comme elle continue de le faire pour les Chypriotes turcs qui passent du sud au nord.

27. La Force a continué de rendre régulièrement visite aux Chypriotes turcs qui résident dans la partie sud de l'île et à les aider en organisant des rencontres avec leurs proches vivant dans le nord. Ces réunions de famille, que les autorités chypriotes turques n'avaient pas autorisées pendant la plus grande partie du mandat précédent, ont repris et se sont poursuivies sans interruption à ce jour.

28. La Force a récemment conféré à de multiples reprises avec les autorités des deux parties sur la situation des Chypriotes grecs et des Maronites qui se trouvent dans la partie nord de l'île et sur celle des Chypriotes turcs dans le sud. Ces contacts se poursuivent, et j'informerai le Conseil de sécurité à une date prochaine des résultats qu'ils auront permis d'obtenir.

29. Après s'y être longtemps employée, la Force est parvenue à obtenir de chacune des deux parties qu'elles l'aident à restituer à leurs propriétaires tous les véhicules à moteur qui avaient traversé la zone tampon dans un sens ou dans l'autre ces dernières années.

30. La Force a continué de prêter attention au village mixte de Pyla, dans la zone tampon. Le village a été généralement paisible et la vie s'y poursuit dans le calme.

31. Comme je l'indiquais dans mon dernier rapport (S/1994/1407, par. 27), le poste de contrôle permanent de la police chypriote situé à l'entrée sud du village mixte de Pyla avait été supprimé au début de décembre 1994. Il a cependant été remplacé par un poste de contrôle temporaire fonctionnant à intervalles irréguliers. Depuis quelque temps, ce poste fonctionne plus fréquemment, ce qui risque de dissuader les touristes du sud de visiter le village et, partant, de réduire à très peu de chose ce que les deux communautés de Pyla pouvaient espérer tirer de la saison touristique qui battra bientôt son plein.

#### IV. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

32. Je suis convaincu que les activités de développement économique et social menées par les organismes des Nations Unies peuvent aider à instaurer un climat propice au règlement du problème de Chypre. Deux de ces organismes, en particulier le PNUD et le HCR, oeuvrent de longue date dans les domaines économique et social à Chypre. Méritent tout particulièrement d'être mentionnés en l'espèce les efforts que ceux-ci ont faits pour mener leurs activités en faveur de chacune des deux communautés à Chypre sur une base bicommunautaire. Lorsque Chypriotes grecs et Chypriotes turcs peuvent être amenés à s'associer dans le cadre d'activités conjointes, cette coopération a pour effet non seulement de contribuer à la réalisation des buts que visent les projets et programmes, mais aussi de renforcer la confiance mutuelle et de faciliter le retour à la vie normale pour tous.

##### A. Activités du Programme des Nations Unies pour le développement

33. Le Coordonnateur résident des Nations Unies (PNUD), agissant en qualité de coordonnateur des activités opérationnelles du système des Nations Unies pour le développement, a continué à travailler en collaboration étroite avec les institutions spécialisées du système. Ces activités comportaient des programmes d'assistance technique, l'octroi de bourses des Nations Unies et la préparation de projets bicommunautaires visant à appuyer les efforts futurs des Nations Unies en faveur de Chypre.



34. Les institutions spécialisées ont fourni au Gouvernement chypriote une assistance technique qui comportait notamment quatre missions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), cinq missions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et une mission de l'Organisation maritime internationale (OMI). Deux missions à Chypre ont été effectuées par des conseillers interrégionaux des Nations Unies. Les missions d'assistance technique portaient sur les domaines suivants : diagnostic génétique, protection contre l'irradiation, gestion financière, hygiène bucco-dentaire, lutte contre les zoonoses, soins psychiatriques à l'intention des enfants et des adolescents et statistiques.

35. Le 1er juin 1995, le PNUD achèvera un projet visant à renforcer la compétitivité de l'industrie chypriote, dont le coût total s'élève à 900 000 dollars. Le PNUD a aussi exécuté et terminé, dans le cadre du plan directeur pour Nicosie, des travaux de photogrammétrie concernant les murs vénitiens de Nicosie, avec la participation de Chypriotes grecs et de Chypriotes turcs; il a fourni 50 000 dollars pour ce projet. Sur la base du rapport du PNUD, des travaux de restauration seront probablement entrepris avant la fin de 1995 pour un montant total de 650 000 dollars. Le PNUD a par ailleurs entrepris un projet d'un montant total de 5 000 dollars consistant à rassembler des listes d'experts et de consultants originaires de Chypre; les données seront introduites dans le Système d'orientation pour l'information (SOI), de sorte que ces compétences puissent être exploitées pour aider les petits États insulaires ou pour réaliser d'autres projets d'assistance technique du système des Nations Unies. Il a poursuivi ses négociations avec les deux parties en vue d'une mission du PNUD visant à évaluer les besoins concernant la restauration du monastère Apostolos Andreas sur la péninsule de Karpas et a fourni 30 000 dollars pour l'exécution d'un rapport national sur le développement humain, qui sera établi par le Département des statistiques et de la recherche du Gouvernement chypriote.

36. Le Bureau du Coordonnateur résident a eu des contacts avec le Gouvernement chypriote et des organisations non gouvernementales chypriotes concernant la Conférence mondiale sur les femmes qui doit avoir lieu à Beijing en septembre 1995 et a offert de financer la participation de 10 femmes originaires de Chypre (le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) se chargeant du financement pour quatre d'entre elles).

37. Le PNUD a entrepris un projet d'un montant total de 72 000 dollars avec la Banque chypriote de développement, sur la base de la participation aux coûts; il assurera 50 % du financement total d'activités visant à favoriser des initiatives du secteur privé en vue d'investissements futurs dans les pays de la partie orientale du bassin méditerranéen, y compris l'Autorité palestinienne.

38. Pour le compte du FNUAP, le Coordonnateur résident a aidé à mener à bien un projet portant sur les relations familiales et les droits de la femme, dont le coût s'élevait à 10 000 dollars. Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, par l'intermédiaire du Coordonnateur résident, a fourni du matériel d'une valeur de 50 000 dollars au laboratoire médico-légal du Gouvernement chypriote, pour faciliter le contrôle des drogues. Le Coordonnateur résident, au nom de l'OMI, a conclu un accord concernant un projet qui sera réalisé à l'aide de fonds en dépôt; il s'agit d'une étude de

faisabilité ayant trait à l'établissement de services de formation maritime à Chypre, pour un coût total de 40 500 dollars. Le Coordonnateur résident a soumis pour signature au Gouvernement chypriote deux projets, dont un projet de coopération technique régionale de l'AIEA concernant l'étude des options énergétiques à l'aide des méthodes de planification de l'AIEA, et un projet régional du PNUD portant sur le développement des statistiques sociales.

39. Le Coordonnateur résident, en collaboration avec le Département des affaires humanitaires du Secrétariat, s'est efforcé de répondre aux besoins du Gouvernement chypriote et a évalué la situation à la suite d'un tremblement de terre qui s'est produit à Chypre le 23 février 1995.

40. Le Bureau du Coordonnateur résident s'est occupé de l'octroi de 30 bourses de formation des Nations Unies à des ressortissants chypriotes pour un montant total de 80 500 dollars, calculé aux coûts standard. En outre, le PNUD a fourni un appui administratif pour six ateliers des Nations Unies qui ont eu lieu à Chypre pendant le premier semestre de 1995.

B. Activités du Haut Commissariat des Nations Unies  
pour les réfugiés

41. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), chargé de la coordination de l'assistance humanitaire à Chypre depuis 1974, continue à exécuter un programme d'aide humanitaire entièrement bicommunautaire, qui comporte certains éléments ayant trait au développement et qui est planifié et exécuté par des équipes bicommunautaires composées de Chypriotes grecs et de Chypriotes turcs, dans le domaine de l'assainissement et pour la restauration de bâtiments de Nicosie qui présentent de l'intérêt sur le plan architectural, de part et d'autre de la zone tampon, dans le domaine de la santé, en particulier dans les secteurs suivants : réadaptation et rééducation, physiothérapie, soins médicaux d'urgence, gérontologie, neurologie et génétique, cardiologie, greffes du rein et de la moelle épinière, laboratoires médicaux (aspects scientifiques), immunologie, thalassémie, alcoolisme et toxicomanie et santé mentale, ainsi que dans les domaines de la foresterie, de la lutte phytosanitaire, de l'environnement, des ressources en eau, de l'architecture, du génie civil et de l'éducation; les activités sont exécutées de part et d'autre de la zone tampon.

42. Le HCR coopère très étroitement avec le PNUD pour la réalisation de ces projets; par exemple, plusieurs projets du HCR comportant des éléments ayant trait au développement sont fondés sur des études effectuées par des experts du PNUD; les observations présentées par des experts de l'OMS ont été utiles au HCR pour aborder des problèmes dus à la complexité du système d'assainissement, l'une des principales unités de traitement desservant toute la ville de Nicosie se trouvant dans une zone militaire dans la partie nord de l'île; par ailleurs, le Représentant résident du PNUD et ses collaborateurs participent à certaines réunions des équipes bicommunautaires du HCR qui ont trait à des questions intéressant le PNUD.

43. Le HCR collabore très étroitement avec le groupe humanitaire de la Force car il fournit un appui logistique aux Chypriotes grecs dans la partie nord de l'île, et facilite les déplacements des membres de la communauté chypriote turque qui ont besoin de soins spéciaux dans la zone sud; en outre, le personnel

de la Croix-Rouge affecté à la communauté chypriote turque et financé par le HCR aide à assurer le fonctionnement du point d'échange, pour faciliter la fourniture de services courants entre les deux communautés.

44. Pendant la période correspondant au présent rapport, on a mis à l'essai un système consistant à regrouper 24 zones de coopération bicommunautaire avec le HCR en un réseau de cinq groupes, constitué sur une base géographique. Pour les projets d'assainissement, de Chrysaliniotissa et d'Arab Ahmet (qui font partie du plan directeur du PNUD), une somme d'environ 1 638 000 dollars a été dépensée au cours des six derniers mois; pendant la même période, 1 670 000 dollars environ ont été affectés à des activités dans le domaine de la santé, 607 000 dollars environ à des activités dans les domaines de la foresterie, de la lutte phytosanitaire, des ressources en eau et de l'environnement, et 246 000 dollars environ à des activités dans le domaine de l'enseignement. L'Agency for International Development des États-Unis octroie au HCR 10 millions de dollars par an exclusivement pour ces projets bicommunautaires.

45. Les activités bicommunautaires comprennent des recherches et des études de faisabilité à l'échelle de tout le pays, des stages et des séminaires de formation locaux et internationaux, l'échange de compétences spécialisées entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, la collaboration pour l'utilisation du matériel de pointe, la planification commune en équipes, des projets d'exécution et d'évaluation, le partage spontané des ressources lorsque le besoin s'en fait sentir, ainsi que des activités sociales et culturelles de caractère informel.

46. Au début de 1995, environ 913 Chypriotes grecs et 450 Chypriotes turcs participaient de façon régulière au programme humanitaire du HCR à Chypre. Sur ce total, 151 (91 Chypriotes grecs et 60 Chypriotes turcs) sont considérés comme des responsables jouant un rôle de premier plan dans la planification, l'exécution et l'évaluation du programme. Ces 109 responsables se répartissent de la façon suivante : 109 hommes (67 Chypriotes grecs et 42 Chypriotes turcs) et 42 femmes (24 Chypriotes grecs et 18 Chypriotes turcs).

#### V. COMITÉ DES PERSONNES DISPARUES

47. Pendant la période considérée, le Comité des personnes disparues n'a pas tenu de session officielle. Toutefois, les rencontres bilatérales entre le Troisième Membre du Comité et ses collaborateurs et les deux parties se sont poursuivies régulièrement, avec pour objectif de concilier les divergences au sujet des critères à appliquer pour mener à bien les enquêtes. À la fin de mars 1995, le Troisième Membre m'a soumis un rapport sur la question, ainsi que les propositions formulées par chacune des parties. Ayant étudié le rapport du Troisième Membre et les propositions en question, j'ai écrit aux deux dirigeants le 17 mai 1995 en présentant mes propres propositions de compromis, qui devraient à mon avis constituer les critères à appliquer pour mener à bien les enquêtes. J'ai demandé aux deux dirigeants de réserver une suite favorable à mes propositions et j'ai indiqué que, sur la base de leurs réponses, je déciderais s'il convenait que l'Organisation des Nations Unies continue à soutenir le Comité. M. Denktash a répondu de façon positive. On attend la réponse de la partie chypriote grecque.

/...

## VI. MISSION DE BONS OFFICES

48. Depuis mon dernier rapport au Conseil de sécurité (S/1994/1407), mon Représentant spécial, M. Joe Clark, ainsi que mon Représentant spécial adjoint, M. Gustave Feissel, ont continué à rester en relations avec les dirigeants des deux communautés à Chypre et avec les Gouvernements grec et turc pour trouver un terrain sur lequel les pourparlers directs pourraient reprendre. Ces efforts se poursuivent. Je soumettrai un rapport détaillé au Conseil de sécurité le plus tôt possible.

## VII. OBSERVATIONS

49. Pendant les six derniers mois, la Force a continué d'accomplir à Chypre une mission efficace, à laquelle les deux parties ont offert une coopération raisonnable, et la situation est restée généralement calme.

50. Je dois cependant souligner à nouveau que ce calme ne doit pas masquer le fait qu'il n'y a à Chypre qu'un armistice, et non pas la paix. Le Conseil de sécurité a déclaré à maintes reprises que le statu quo n'était pas une option acceptable. Il comporte des dangers qui ne diminuent pas avec le temps. En l'absence de progrès vers un règlement global concerté, la situation reste soumise aux tensions soudaines que peuvent susciter les événements de l'île et ceux du monde extérieur. Les relations entre la Grèce et la Turquie restent à cet égard particulièrement importantes.

51. Je dois aussi souligner à nouveau que la surabondance d'armes et de forces militaires à Chypre et le taux auquel elles se renforcent sont très inquiétants. L'appel qu'a lancé le Conseil de sécurité à toutes les parties intéressées pour qu'elles s'engagent à réduire sensiblement l'effectif des troupes étrangères, ainsi que leurs budgets de défense dans la République de Chypre, n'a pas été entendu. Il n'a pas été possible d'avancer non plus sur le plan des modestes mesures d'apaisement le long des lignes de cessez-le-feu que le Conseil a réclamées à maintes reprises entre les deux parties.

52. Dans les circonstances actuelles, j'estime indispensable que la Force reste présente sur l'île afin d'atteindre les objectifs fixés par le Conseil de sécurité. Je recommande par conséquent au Conseil de proroger le mandat de la Force de six mois, jusqu'au 31 décembre 1995. Conformément à l'usage, je consulte à ce sujet les parties intéressées et je rendrai compte au Conseil dès que ces consultations seront achevées.

53. Je saisis cette occasion pour exprimer ma reconnaissance aux gouvernements qui fournissent à la Force des contingents et des éléments de police civile pour l'appui qu'ils n'ont cessé d'accorder à cette opération de maintien de la paix des Nations Unies. Je tiens également à remercier les gouvernements qui ont apporté des contributions volontaires au financement de la Force.

54. Pour conclure, je voudrais rendre hommage à mon Représentant spécial, M. Joe Clark, à mon Représentant spécial adjoint, M. Gustave Feissel, au commandant de la Force, le général de brigade Ahti Vartiainen, et au personnel militaire et civil de la Force, qui ont continué de s'acquitter avec efficacité et dévouement des tâches importantes que leur a confiées le Conseil de sécurité.

/...

Notes

<sup>1</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-cinquième année, Supplément pour octobre, novembre et décembre 1980, document S/14275 et notre 57.

<sup>2</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément pour avril, mai et juin 1993, document S/15812, par. 14.

<sup>3</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarantième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1985, document S/17657, par. 19.

<sup>4</sup> Voir S/18880.

-----